

LE PATRIOTE LYONNAIS

OU L'ÉCHO RÉPUBLICAIN

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.



Glaneur de toutes les Nouvelles importantes de Paris, de Lyon et du monde entier.

LYON, LE 1^{er} AVRIL 1848.

— On affiche en ce moment deux proclamations de M. Laforest, maire provisoire. L'une pour annoncer que les cartes d'électeurs, déjà distribuées pour le 9 avril, pourront servir pour le 23 du même mois; l'autre, pour engager le peuple à la tranquillité nécessaire au repos de tous, et à la sécurité publique, surtout dans ce moment où les troupes de la garnison sont dirigées vers la frontière.

M. Emmanuel Arago informe aussi les ouvriers et fabricants lyonnais, que des commandes considérables, pour drapeaux, écharpes, etc., vont être immédiatement faites dans notre ville, et que l'on peut dès à présent se mettre à l'œuvre, tout devant être régularisé dès demain.

— On organise à Paris un nouveau système de surveillants municipaux, qui, répandus jour et nuit dans toutes les rues, sur tous les quais, sur toutes les places, sans armes et munis, comme les *policemen* de Londres, d'un simple bâton, n'auront chacun que 60 à 80 maisons à garder. Nous souhaitons bien vivement que cette institution, si parfaitement en rapport avec nos mœurs nouvelles, soit immédiatement transportée dans notre ville. Elle aurait l'immense avantage de maintenir une sécurité constante sur toutes les voies publiques, et de fournir, à l'instant même un moyen d'existence à l'élite des travailleurs inoccupés. A Paris, leur salaire doit être à la charge des propriétaires et des principaux locataires, et cet impôt, compensé immédiatement par la paix, paraîtra le plus léger de tous.

— A propos des élections, on parle de la création d'un journal grand format, qui porterait en substance les procès-verbaux des séances des divers clubs affiliés à la Société démocratique, et qui serait placardé, tous les jours, dans tous les quartiers de la ville.

— Ce matin, les militaires qui avaient été emprisonnés pour infraction à la discipline, ont été mis en liberté; ils sont rentrés pleins d'enthousiasme dans leurs casernes pour faire leurs préparatifs de départ.

— Plusieurs attroupements de femmes se sont rendus hier à la Préfecture et à la Mairie pour demander de l'ouvrage et la fixation du prix de leur journée.

Il leur a été répondu qu'on s'occupait sans relâche de la création d'ateliers nationaux où les femmes recevraient de l'occupation; elles se sont retirées satisfaites.

— Ce matin la tranquillité est rétablie, on a l'espoir que la satisfaction donnée par l'autorité aux demandes qui lui étaient adressées ramènera le calme si désiré. Les présidents et bureaux des clubs se sont du reste, efforcés hier de faire comprendre que de nouvelles manifestations étaient inutiles et dangereuses par la perturbation qu'elles apportaient dans notre ville, on a insisté sur l'importance de ne point entraver l'exécution des ordres du gouvernement provisoire pour la formation de l'armée des Alpes.

L'organisation des bataillons de guerre des corps désignés pour quitter notre ville se poursuit activement, le départ doit avoir lieu dans le plus bref délai.

— Un ordre du général Bourjolly, commandant de la division, annonçait hier aux troupes sous ses ordres que le ministre de la guerre venait de lui prescrire de diriger immédiatement sur la frontière pour former le premier corps d'observation de l'armée des Alpes, les troupes désignées ci-après :

1^{re} brigade 4^e bataillon de chasseurs à pied 13^e et 22^e léger.

2^e brigade, 43^e, 66^e et 68 de ligne.

Le 7^e régiment de hussards.

2 batteries d'artillerie dont une du 4^e régiment.

2 compagnies de génie.

— On nous annonce que le club des Jacobins, présidé par le citoyen Buchoz-Hillon, ancien colonel des volontaires de la Châtre, vient d'être fermé par ordre de l'autorité. Ce club se posait comme le continuateur du club des Jacobins de 93 et menaçait le Gouvernement provisoire lui-même, et l'Assemblée constituante, et la presse et tout le monde. Ses maximes et ses tendances ont effrayé M. Ledru-Rollin lui-même.

— Une nombreuse réunion de créanciers de la maison Jacques Laffite et C^o, a eu lieu hier pour entendre l'exposé de la situation des affaires de la maison. Il résulte d'un rapport que la suspension a été produite par la quantité considérables de *bons* du chemin de fer de Paris à Rouen et de Rouen au Havre, que la maison Laffite a endossés; ces bons n'ont pas pu être négociés à cause de la crise. Du reste l'actif dépasse de beaucoup le passif, et tous les créanciers pourront être payés intégralement pour peu qu'on accorde du temps. Il a été décidé que l'on payerait immédiatement tous les créanciers de sommes inférieures de 500 francs, et que pendant la liquidation des affaires de la maison, MM. Charles Laffite, Blount et compagnie seraient autorisés à continuer les affaires de banque. Il a été nommé un conseil de surveillance formé de MM. Denis, Benoist Guerrero et Colley de Saint Paul.

— On lit dans l'*Union* :

« Un *casus belli* relatif aux affaires d'Italie, vient, dit-on, d'être officiellement posé au Gouvernement français par l'ambassadeur d'Angleterre. Cette déclaration, ajoute-t-on, aurait trait à une prévision de projets d'adjonction de la Savoie et le l'état de Gènes au territoire de la République française. »

Avis aux Etudiants.

Il y a étudiants et étudiants. Une grande et immense fraction émane du peuple et est restée peuple. Ceux-là travaillent, dissipent peu, et se battent pour la patrie, mais ils ne corrompent personne; ce sont là les étudiants qui étudient. Les autres, enfants gâtés comme leurs pères corrompus de vieille date, chassent de race sur les terres de la Faculté.

Maigres et fluets, épuisés non par les veilles, mais par des plaisirs au-dessus de leurs forces, corrupteurs des filles du peuple qui pourtant sortent vierges et souvent pures de leurs mains; ceux-là infiniment petite fraction des écoles, font tant de bruit, qu'à leurs tumultueuses mais bien inoffensives démonstrations antipolitiques, on les prendrait pour l'école tout entière. En passant un quart d'heure à chaque club, ils ont l'air de représenter l'école à tous les clubs et de faire mettre à la porte l'école de tous les clubs; ils sont les étudiants du lendemain; c'est dégoûtant parce que ce n'est plus de notre époque. Mais le règne des tapageurs est passé avec Louis-Philippe et Orfila, le plus sot de ses préfets de police; le règne du bon sens, de la droite raison, du travail et des bonnes mœurs en a pris la place.

La classe laborieuse demande le respect envers tous et envers elle-même.

Nous invitons donc cette fraction minime de l'école à revenir à récipiscence, à ne pas compromettre la bonne école dans l'esprit des ouvriers: il est temps encore, si elle ne veut pas se voir conspuée même par ses maîtres, qui sont un tant soit peu poltrons de leur nature.

» du peuple.

PARIS, 30 MARS 1848.

Le *National* publie aujourd'hui un article fort sage auquel nous nous associons volontiers. Il reconnaît que l'on a déjà trop tardé à faire des réductions sur les traitements des fonctionnaires publics et que l'État des finances exige qu'on se hâte de faire connaître les économies qu'on peut réaliser de cette manière. Mais il est juste, dit-il, que les ministres donnent l'exemple en opérant sur eux-mêmes une réduction proportionnelle aux réductions qu'il est de leur devoir d'ordonner. Il n'est pas probable que les ministres de la République comptent recevoir les 80,000 fr. de traitement que touchaient les ministres de la monarchie. Mais il est bon qu'ils fassent connaître à quel chiffre ils se sont réduits, et il est fâcheux qu'ils aient attendu jusqu'à présent.

On a calculé que sans faire éprouver de diminution à tous les employés dont le traitement ne s'élève pas au-dessus de 2,000 fr. et en mettant à 1,500 fr. ceux qui ne gagnent pas ce modique chiffre d'appointement on pourrait économiser 100 millions par an sur le budget général. Il serait facile d'ailleurs de supprimer dans tous les ministères et dans toutes les administrations un tiers des employés supérieurs qui n'occupent que des sinécures et de diminuer aussi le nombre des employés au fur et à mesure des extinctions et des mises à la retraite. Que les employés du gouvernement travaillent laborieusement de 9 heures à 5 heures, comme les employés des administrations particulières, et ils viendront facilement à bout de tous les travaux, quoique leur nombre soit réduit d'un tiers.

— Plusieurs régiments ont reçu l'ordre de se diriger sur Grenoble où un corps de 20 à 30,000 hommes va être formé par suite des événements de la Lombardie.

— Il paraît que la banque de France, qui possède des bons royaux, s'est présentée chez les derniers endosseurs pour en réclamer le remboursement. C'est probablement cette démarche de la Banque qui a décidé le gouvernement provisoire à publier ce matin le nouveau décret qui étend

aux endosseurs des bons du trésor le délai de six mois qui a été accordé au trésor par le renouvellement desdits bons.

— Le bruit s'était répandu ce matin qu'à la nouvelle de la révolution de Paris, un mouvement avait éclaté à Athènes; on ajoutait même que le roi Othon avait été déposé et la république proclamée. Nous croyons que cette nouvelle est au moins prématurée et que le gouvernement n'a reçu aucun avis de ce genre.

— Un grand nombre de départements ont déjà accepté M. Lamartine comme candidat à l'Assemblée constituante, et il doit s'attendre qu'il sera nommé dans plus de trente départements.

— En vertu d'une décision du gouvernement provisoire, les gardes mobiles feront l'exercice à feu, au polygone de Vincennes, à partir du mois d'avril prochain.

— On assure que le général Cavaignac vient de refuser le porte-feuille de la guerre, dont l'offre a été immédiatement envoyée par dépêche télégraphique au général Changarnier. M. Cavaignac conserverait le gouvernement général de l'Algérie.

— M. Alexandre Dumas s'est déjà mis, depuis quelques jours, à la tête du journal *La Liberté*. Son rival en feuilletons, M. Paul Féval, n'a pas voulu rester en arrière, et il vient de fonder une petite feuille qui paraît tous les deux jours, sous le titre de *le Bon Sens du Peuple*, journal des honnêtes gens.

— On annonce qu'un courrier, arrivé cette nuit de Turin, a apporté à Paris la nouvelle de la reconnaissance officielle de la république française, par le roi de Sardaigne.

— On fait en ce moment le relevé des ouvriers invalides et âgés qui sont hors d'état de se livrer à aucun travail et qui sont susceptibles d'être admis aux invalides de l'industrie.

— Le *Regifugium* ou fuite des rois, était une fête de l'ancienne Rome, célébrée le 24 février, en commémoration de la fuite de Tarquin-le-Superbe, dernier roi de Rome, et de l'établissement de la république romaine (an 510 avant l'ère chrétienne). C'est un fait remarquable que ce soit le jour anniversaire de cette grande époque historique que Louis-Philippe a été chassé de France et la république française proclamée à l'unanimité.

La fête du *Regifugium* était précédée immédiatement le 22 février par une autre fête, dite *Ternivalia*, ou fête du Dieu Terme. De même, le 22 février 1848, était le jour fixé pour le banquet de l'opposition française, jour qui devait mettre un Terme au gouvernement de Louis-Philippe et à la monarchie.

— On sait que la reine d'Angleterre vient d'accoucher d'une fille. D'ordinaire les nobles seuls, et tout au plus ce que les anglais dans leur langue aristocratique appellent les *Gentlemen*, venaient à cette occasion s'inscrire sur le registre de la cour. Mais on a remarqué cette fois, ce qui ne s'était jamais vu, qu'un nombre considérable d'ouvriers s'étaient également présentés et avaient inscrit leurs noms comme preuve de respect et d'attachement pour la personne de leur reine.

— On annonce que la plupart des théâtres secondaires de Paris ont décidé de fermer au commencement du mois prochain, attendu qu'ils ne font pas leurs frais.

— On lit dans la *Fresse*, minuit :

Afrique française.

— On nous écrit d'Oran, le 25 mars :

« Si la France est agitée, l'Algérie est bien tranquille; mais c'est une tranquillité ruineuse; car les affaires sont mortes; non seulement il ne se fait rien, mais personne ne paye: l'argent est devenu si rare, que l'on s'effrayerait pour l'avenir, si l'on n'avait en perspective d'assez belle récoltes qui viendront au secours de la population. »

« Nous nous occupons très activement de reconstituer notre milice et d'armer toute la côte; elle va être hérissée de canons et garantie de toute surprise. »

EXTÉRIEUR.

ITALIE.

— Un bulletin extraordinaire, daté de Milan, le 25 mars, à deux heures après-midi, nous arrive à l'instant.

Il annonce que Trente et tout le Tyrol sont soulevés.

Lodi et Crémone combattent, incendiées, mais victorieuses.

Pavie, Brescia et Desenzano ont également chassé les Autrichiens.

Le vice-roi de Lombardie est à Vérone avec sa famille.

Son troisième fils, l'archiduc Sigismond, a été arrêté à Bergame.

Les duchés de Parme et de Modène se sont réunis au Piémont et à la Lombardie.

Le duc de Modène n'est pas en fuite, ni mort, mais emprisonné.

A Rome, le 21, à l'arrivée des premières nouvelles de Milan, le peuple a arraché les armoiries du palais de l'ambassade d'Autriche.

L'ambassadeur est en fuite.

ANGLETERRE.

On écrit de Dublin, le 28 mars :

On assure que le gouvernement a reçu des renseignements d'une nature très-sérieuse; il s'agit de la défection qui aurait gagné même le corps des constables. Si cela était vrai, la situation serait très-alarmante.

PORTSMOUTH. — Le 29^e régiment sous les ordres du colonel Wright, a reçu l'ordre de se rendre à Manchester. Quelques pièces de campagne sont également parties pour cette des nation.

— On lit dans *l'Express* :

La nouvelle suivante nous parvient à l'instant par le bâtiment *Ocean Queen* :

London, 14 mars. — La nouvelle nous arrive du Sud, par le télégraphe électrique, depuis le départ du bateau à vapeur, que le traité avec le Mexique a été ratifié par le sénat. — Il n'y a eu que 15 voix contre la ratification.

— Le bruit courait aujourd'hui dans la Cité, que l'Angleterre et la Russie s'étaient entendues d'un rectement relativement aux mesures nécessaires pour la pacification de l'Italie.

— Aujourd'hui, l'on a reçu à Londres des commandes considérables d'Italie, pour achat de poudre. Une seule maison de commerce a reçu du gouvernement sarde une commande de 8,000 barriques de poudre.

ALLEMAGNE.

HAMBURG, 62. — Ce matin la députation de Schleswig Holstein est revenue de Copenhague à Kiel. Le roi, dans sa réponse à la députation, a promis d'accorder au Holstein une constitution libre avec une administration politique et financière particulière; mais il a refusé formellement d'incorporer le duché de Schleswig dans la confédération germanique, tout en s'engageant à lui donner une diète et une administration particulière.

Le roi est évidemment dominé par le parti Israélite.

DUCHÉ DE BADE.

FRIBOURG, 26 mars. — Aujourd'hui une assemblée populaire a eu lieu. Le jour avait été précédemment fixé à Offenbourg. La majorité s'est prononcée en faveur d'une république. Un professeur de l'Université a protesté, mais l'assemblée a écarté sa protestation.

GALLICIE.

LENSBERG, 22 mars. — Aujourd'hui les étudiants de toutes les facultés et les élèves de l'école d'industrie se sont réunis devant le château du comte Station, gouverneur; celui-ci a paru sur le balcon et a donné lecture d'une ordonnance, portant que les bourgeois recevraient des armes sous la condition: 1^o de ne les employer que contre les ennemis de la patrie; 2^o de reconnaître l'empereur d'Autriche, comme roi de Pologne; 3^o de traiter les allemands et les israélites comme jouissant de l'égalité des droits.

Ceux qui demandèrent des armes furent obligés de signer déclaration dans ce sens, ensuite les étudiants parcoururent la ville en criant: Vive la garde nationale! Vive la jeunesse polonaise! Vive le roi de Pologne.

BAVIÈRE.

MUNICH, 25 mars. — Hier soir, à sept heures, plusieurs centaines de jeunes gens paraissant appartenir aux classes élevées de la société, se sont réunis sur la place Maximilien, et ont brûlé le portrait du roi Frédéric-Guillaume IV, de Prusse, en chantant. Après avoir prononcé plusieurs discours sur le but de leur réunion, ils se sont séparés sans qu'il y ait eu de désordres commis.

KOENIGSBERG. — Il s'est formé ici une commission du peuple qui a décidé que dans le cas où les russes tenteraient d'entrer dans la province de Prusse, on organiserait immédiatement une levée en masse.

— On mande de Breslau, 25 mars :

Nous apprenons d'une source très-certaine qu'on a toutes les raisons d'espérer que la Prusse et l'Autriche restitueront leurs provinces polonaises.

SUÈDE.

A Copenhague, l'agitation est grande; le peuple a im-

posé ses volontés au roi. Il a demandé la retraite des ministres, et les ministres se sont retirés.

RUSSIE.

Des lettres de Saint-Petersbourg, du 10 mars, annoncent que la ville est dans une extrême agitation.

Un coup de pistolet aurait été tiré sur le czar dans la rue, et la balle aurait traversé son chapeau.

LA CHUTE DE LOUIS-PHILIPPE

Et de son auguste famille.

COMPLAINTE NATIONALE.

Air : De la complainte de Fuallès.

Muse, raconte à la terre
Par quel fâcheux accident
Un peuple, très-bon enfant,
Quand il n'est pas en colère,
Chassa son roi-citoyen,
Absolument comme un chien.

Qui l'eût dit que ce monarque,
Sorti, comme vous savez,
Du sein d'un tas de pavés,
Mènerait si bien sa barque,
Qu'un beau jour dans son bercé
Il trouverait son tombeau!

Mais de cette triste histoire
Qui finit par un exil,
Pour bien dérouler le fil
Et toute la trame noire,
Faut par le commencement
Commencer premièrement.

Le farceur! à peine à l'œuvre,
Le voilà qui, de côté,
Met d'abord la liberté;
Puis, poursuivant sa manœuvre,
Nous détrouse avec ses lois,
Comme on fait au coin d'un bois.

Mais ce n'est pas tout, le drôle!
Dans la crainte du danger,
Aux genoux de l'étranger
Se met à jouer son rôle
Que monsieur Arnal, dit-on,
Joue si bien dans le *Poltron*.

Donc depuis bien des années,
Leigne roi des ventrus,
S'occupant de ses écus
Plus que de nos destinées,
Avait dit à ses amis :
C'est moi qui suis le pays!

Or, le croyant sur parole,
Ces citoyens vertueux,
Tombèrent d'accord entr'eux,
Pour complaire à leur idole,
Que la charte-vérité
Serait sa seule volonté.

Sur quoi, du Vingt-Neuf octo-
Le ministre charmant [bre]
Naquit insensiblement,
Et, de beaux discours peu sobre
Vint promettre aux bons Fran-
Toutes sortes de bienfaits. [çais]

Cette criante injustice
Fit partout si bien crier,
Que le peuple tout entier,
Loin d'écouter la police,
Dit qu'il mangerait plutôt
Et Duchâtel et Guizot.

Alors, le point sur la hanche :
« Puisqu'ils ont si faim, les gueux!
Dit Philippe, « eh bien! je veux
Donner ici carte blanche
A mon cuisinier Bugeaud,
Pour qu'il les serve un peu cha- » [ud]

Las de ce régime informe,
Le pauvre pays, enfin,
De tous les côtés, soudain,
Poussa le cri de Réforme;
Mais Philippe avec Guizot
Y resta sourd comme un pot.

« S'ils ne veulent rien entendre,
S'écria, pour lors, Barrot,
Au nom de la charte, il faut,
Et cela sans plus attendre,
Qu'assemblés dans un banquet,
Nous leur donnions leur paquet.

Mais, ô comble de la ruse!
Aussitôt que Duchâtel
Reçoit l'avis du cartel,
A Barrot v'la qu'il refuse,
Par un décret tout nouveau,
Le droit de manger du veau!

Toute sa belle famille,
De peur de quelque accident,
Suit cet exemple prudent,
Et tandis qu'on se fusille,
Cette noble et brave cour
Plus vite qu'un lapin court!

S'en allant à l'aventure,
Son épouse sous le bras,
Le pauvre monarque à bas,
Faisait si triste figure,
Que chacun se le montrant,
Disait : « C'est le Juif-Errant! »

Après bien des promenades
Qui n'étaient pas d'agrément,
Il sut très-habilement,
En ce temps de mascarades,
Se déguiser en Anglais
Pour quitter le sol français.

Quant à Bugeaud, il dit : « Sire
Vingt mille hommes, tout cela
Peuvent périr à l'instant, [nt]
Mais leur mort, je dois le dire,
Ne vous empêchera pas
De sauter aussi le pas. »

« Diable! fit le vieux compère,
Tout-à-coup s'adouissant,
« Je n'aime guère le sang,
« Et tout pesé je préfère,
« Sans bruit, de mon pied léger,
« M'en aller à l'étranger. »

Et voyant de sa fenêtre
Une bande de gamins,
Poussant des cris inhumains,
Sur le Carrousel paraître,
Sans aucun aide-de-camp,
Il ficha aussitôt le camp!

Goddam! quel bon patriote!
A peine chez nos voisins,
V'la par-dessus les moulins
Qu'il vous jette sa calotte,
En s'écriant : « Dieu merci!
« Je suis donc enfin ici! »

Reste-z-y, va, mon brave homme,
Puisque tu t'y trouves bien;
D'Albion sois citoyen!
Quand la France te dégomme,
C'est un titre qui, ma foi!
Me semble digne de toi.

Adieu donc, et sans rancune,
A ce roi découronné,
Qui, de tous abandonné,
Dans sa trop juste infortune,
N'est pas même, quel guignon!
Pleuré par monsieur Trognon!

MORALITÉ.

Par cet exemple sévère,
Apprenez, petits et grands,
De tout sexe et de tous rangs,
Que tôt ou tard, sur la terre,
L'infâme Usurpation
Reçoit sa punition!

A

LYON. — Imprimerie de GUYOT,
Hôtel de la Manicanterie, rue de l'Archevêché, 2